

EN DIRECT DU COMITE DIRECTEUR...

SALBRIS - 25 ET 26 JANVIER 1992

UNE LOUPE POUR VOUS PERMETTRE DE VOIR PLUS CLAIR LES DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DIRECTEUR

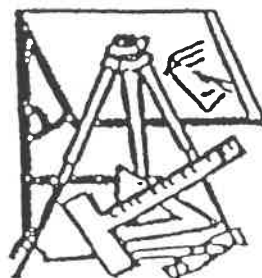
PRINCIPALES DECISIONS ET INFORMATIONS

- 1 - Après une modification portant sur les tarifications stagiaires au Centre Interrégional de NANTES, le PV de la réunion du 7-12-91 à SALBRIS est adopté sans lecture par 12 voix et 1 abstention.
- 2 - Jean-Claude LACOUR et Jean-Jacques BRION font le compte-rendu du Conseil des Présidents de Ligue et de l'Assemblée Générale Fédérale qui se sont tenus les 14 et 15 Décembre 1991 à PARIS. Ils déclarent notamment :
 - a) que le CPL a retenu l'étude des vœux de la Ligue du Centre portant sur la création d'une licence dirigeant et sur la modification de l'Art. I des statuts, mais que par contre il s'est montré très réservé sur la transposition à l'échelon régional du nouveau mode électif fédéral.
 - b) que l'Assemblée Générale a adopté à une très large majorité le budget prévisionnel 1992 et a élu René CHAMPDORGE comme Président de la FFTT jusqu'en Décembre 1992.
- 3 - Le Président donne au Comité Directeur quelques informations sur la Fédération et sur la Ligue.
 - a) Le contrat d'objectifs prévoit une augmentation de 8% de la subvention FFTT. Par contre, le FNDS régional et départemental serait en diminution de 10%.
 - b) Le trophée national n'a pas obtenu les résultats escomptés au niveau des engagements; son existence pour la saison prochaine sera peut-être remise en cause.
 - c) Les instructions qui précisent que les JA peuvent laisser jouer même sans présentation de la licence et du certificat médical est illégale. La FFTT a donc décidé l'application de la loi. Des instructions seront données prochainement.
 - d) La loi Informatique et liberté fait interdiction de la vente des fichiers sauf certaines dispositions que la FFTT envisage. Elle va donc codifier des processus d'accord, de tarification et de partage des recettes.
 - e) Les indemnités de formation sont maintenues, mais il sera tenu compte toutefois du cas particulier d'enfant mineur dans l'obligation de mutation professionnelle des parents.
 - f) Un projet de loi, modificatif à la loi de 1984, va prochainement être discuté au Parlement. Il portera entre autre sur le sport professionnel, la protection des sportifs, les contrats d'objectifs, les règlements disciplinaires des Fédérations, l'introduction des collectivités locales dans le fonctionnement du sport...
 - g) Un dossier de mutation concernant un club de la Ligue fait l'objet actuellement d'une procédure auprès du jury d'appel Fédéral. L'instruction est en cours et la décision sera prise prochainement.

- h) Une salle, à grande capacité et à vocation régionale, a été inaugurée à JOUE-LES-TOURS le 18 Janvier. Elle a reçu le soutien Fédéral par une subvention de 150000F. Le soutien Fédéral a également été accordé à hauteur de 100000F, pour la construction d'une salle spécifique à ARGENTON SUR CREUSE.
- i) Pour des raisons professionnelles, Jean-Claude LACOUR a démissionné du CROS. Notre discipline n'étant plus représentée, le Président sera candidat à l'élection partielle du 7 Février.
- J) Une réunion d'information-presse a eu lieu à ORLEANS. Des débats, il ressort :
- . que les journalistes ne veulent pas obligatoirement être partenaires voulant rester libres et ne désirant pas prendre d'engagements.
 - . que les conférences de presse ne sont pas forcément utiles si la communication de l'information peut-être faite autrement.
 - . que la solution des relations presse passe surtout par des contacts personnels. Il faut autant de personnes que de journaux et d'antennes.
- 4 - Le Comité Directeur note avec satisfaction le nombre de licences enregistrées au 20 Janvier 92 : 7214. Il y a tout lieu de penser que le record de la saison passée (7231) sera à nouveau dépassé.
- 5 - Le Comité Directeur prend acte que, suite à une décision fédérale, le logiciel informatique FFTT pourra être utilisé par les Comités Départementaux sous réserve cependant que la Ligue donne son accord sur les limites de l'utilisation.
- 6 - Le Président rappelle à nouveau au Comité Directeur que les demandes de travaux administratifs doivent obligatoirement passer par l'intermédiaire du Secrétaire Général.
- 7 - Suite à l'assemblée générale fédérale qui a prévu la suppression de la comptabilisation des quotes parts aux Ligues, le Comité Directeur décide :
- . que le budget prévisionnel de la Ligue sera présenté hors quotes-parts aux CD
 - . que par contre, l'intégralité des encaissements CD transiteront par la Ligue
- 8 - Pour des motifs divers, le Comité Directeur ne donne pas suite à l'offre de partenariat de l'Eté Pongiste.
- 9 - La firme DAUPHIN Tennis de Table n'ayant pas respecté son contrat, le Président est chargé de lui faire les remarques nécessaires et de lui demander ses intentions pour le futur.
- 10 - J.C. LACOUR propose les grandes lignes du plan prospective 93-96 : maintien de la gratuité des licences benjamins, suppression de la prime de croissance, création de contrats d'objectifs, amélioration des appareils administratif et technique, coordination administrative et financière Ligue-CD, maintien du poste de CTR adjoint, formation de dirigeants, amélioration de l'image de marque, etc...
- 11 - Patrice MORELLEC, CTR, présente le plan d'action pour la prochaine olympiade. Sous réserve de certains amendements, il est adopté par 10 voix et 2 abstentions. A la suite de cette présentation, le Comité Directeur donne également son accord à l'unanimité pour une valorisation des résultats par des récompenses financières.

- 12 - Le projet du Centre Interregional de NANTES suit son cours. Des précisions doivent être données pour Fin Février par la Ligue des Pays de Loire.
- 13 - Le Comité Directeur décide de confier l'organisation du TOP 12 régional au Comité de l'Indre.
- 14 - Le Comité Directeur approuve pour les Inter Comités l'adjonction de la catégorie benjamins.
- 15 - Le Comité Directeur prend acte des nouveaux critères envisagés par la DRJS pour les inscriptions des athlètes sur les listes régionales de Haut Niveau, critères très restrictifs par rapport à la situation actuelle.
- 16 - Le Comité Directeur entérine les nominations de G. DESCROIX et D. LECESTRE au sein de l'Ecole Régionale des Cadres.
- 17 - Le Comité Directeur donne son accord à l'unanimité pour qu'une option Tennis de Table soit admise au Centre d'Entrainement Universitaire prévu sur ORLEANS.
- 18 - Le Comité Directeur charge le Président d'écrire à la Fédération pour l'informer que la Ligue déclinera toutes responsabilités pour les organisations fédérales se déroulant sur son territoire et pour lesquelles elle n'aurait pas donné son aval.
- 19 - Le Comité décide de la transmission de vœux à la Fédération concernant les droits fédéraux pour les Interclubs et le Challenge National des Clubs.

C. MASSALOUX



C. JOYAU

*Papeterie
Dessin
Topographie*

89, rue du Plat-d'Etain. Tours.
47.37.72.73

